



Emmanuel Macron sur TF1

COMMUNIQUE DE L'UCR CGT

Une main sur le cœur, notre portefeuille dans l'autre

Dans l'entretien accordé à TF1 le jeudi 12 avril 2018, Le président de la République a voulu faire oublier les propos méprisants que ses ministres et lui même ont tenus à l'égard des retraités. Il a même nié que son premier ministre ait qualifié de "retraités aisés" ceux qui percevaient 1200 €, seuil à partir duquel s'applique la hausse de la CSG, alors que lui même avait déclaré en août 2017 : *"Je leur demande donc, pour les plus aisés, un effort, je l'ai dit."*

Toujours le même discours, la compassion en prime

«*Je n'ai jamais pris un retraité pour un portefeuille*» dit-il, mais c'est notre portefeuille qu'il prend pour cible. Ce serait pour relancer l'économie en rémunérant mieux le travail. C'est aussi pour cette raison qu'il a supprimé l'impôt solidarité sur la fortune (ISF). Donc il exige la solidarité des retraités mais en exonère les plus riches de ce pays. Selon lui enrichir les plus riches, favoriserait l'investissement et l'emploi. Le problème qu'il se garde d'évoquer et que le journaliste ne lui oppose pas, c'est que la part des dividendes distribués n'a cessé augmenter ces dernières années tandis que les investissements et les salaires stagnent. Et la France est championne d'Europe des dividendes ! Il aurait été crédible s'il avait taxé les profits qui n'étaient pas réinvestis, mais il l'a refusé.

Il remercie les retraités. Cela ressemble à de la gratitude mais signifie aussi que pour lui il n'est pas question de revenir sur la ponction opérée sur leurs revenus. *"Je respecte les peurs (...) mais "le fait que des gens soient mécontents ne m'arrête pas"*. Traduction : Vous avez tort d'avoir peur et je n'entendrai pas vos protestations. *"J'ai besoin de vous"* sous-entendu : les retraités seraient ingrats et égoïstes de pas répondre à son appel à l'aide.

Vous ne nous culpabiliserez pas

Monsieur le président de la République, les retraités ont travaillé 40 ans et plus de leur vie pour produire les richesses de ce pays. Ils ne sont en rien responsables de la dette de la France. Les responsables sont les gouvernements qui ont dirigé le pays. Vous avez fait partie du précédent et vous poursuivez dans la même voie. En accélérant le démantèlement de notre modèle social, votre politique entraine désordres, souffrances et chaos dans tout le pays.

Avec 8 autres organisations nous lançons une pétition pour l'annulation de la hausse de la CSG et pour la revalorisation des pensions. C'est la meilleure contribution que nous puissions apporter à l'économie du pays et nous sommes bien décidés à la faire partager massivement et à nous retrouver dans la rue le 14 juin dans toutes les régions de France.

Montreuil, le jeudi 12 avril 2018